

**Iran - Etats-Unis - Israël - Syrie -
Entretien de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, avec "Le
Parisien"**

(Paris, 11 mai 2018)

Q - La Syrie est devenue mercredi soir le théâtre d'un échange de frappes entre l'Iran et Israël ? Est-ce que vous les condamnez

R - Il se passe désormais ce que nous avons craint : la fusion entre l'espace de guerre syrien et l'enjeu iranien. Ces interférences régionales majeures renforcent les risques lourds de confrontations plus larges. Ce qui s'est passé sur les positions israéliennes dans le Golan la nuit dernière est extrêmement grave. Nous condamnons toute tentative de porter atteinte à [la sécurité d'Israël](http://www.leparisien.fr/international/a-jerusalem-l-insouciance-face-aux-tensions-entre-israel-et-l-iran-10-05-2018-7709382.php). Mais au-delà, il faut agir pour que les solutions diplomatiques puissent être mises en oeuvre rapidement et que la désescalade se fasse.

Q - Condamnez-vous les frappes israéliennes ?

R - Je crois avoir été clair.

Q - À vous entendre, le conflit peut donc dégénérer. Quels sont les risques sur la sécurité mondiale, et sur celle des Français ?

R - Il faut que chacun garde son sang-froid. La décision du président Trump est une mauvaise décision. D'abord, c'est une remise en cause de la parole donnée, de la signature américaine, d'un accord élaboré sur la durée avec beaucoup de difficultés mais avec un bon résultat, d'une décision unanime du Conseil de sécurité. Ensuite, indirectement, qu'il le veuille ou non, c'est une incitation à la prolifération. Or la non-prolifération nucléaire est une avancée collective de la communauté internationale. Enfin, il en résulte une incitation aux va-t'en guerre de tous bords. Il faut aujourd'hui agir pour une solution diplomatique.

Q - Vous avez dit que l'accord n'est pas mort. Comment peut-il survivre à la décision de Donald Trump ?

R - L'accord de Vienne est maintenu. Ce n'est pas parce que les Etats-Unis s'en retirent qu'il est caduc. Il a d'autres signataires. <a

<http://www.leparisien.fr/international/nucleaire-iranien-les-europeens-au-front-macron-et-rohani-entendent-oeuvrer-ensemble-09-05-2018-7707342.php>>Les Européens ont réaffirmé avec force leur volonté d'y rester. Il y a aussi les Chinois et les Russes et les Iraniens. J'attends de ces derniers qu'ils continuent de le respecter.

Q - Qu'est-ce que vous leur proposez ?

R - D'abord, le maintien de l'accord nucléaire dans toutes ses dimensions. Ensuite, <http://www.leparisien.fr/international/iran-le-casse-tete-atomique-de-macron-09-05-2018-7707792.php>>retrouver rapidement une dynamique de paix et de coopération internationale, dans l'intérêt de tous. Il faut ouvrir, avec les Iraniens et l'ensemble des partenaires, y compris les Etats-Unis, une voie supplémentaire. Elle avait déjà été annoncée par le président Macron en septembre dernier devant l'Assemblée générale des Nations Unies, elle a été proposée lors de la visite d'Etat à Washington. Car au-delà de la question nucléaire avec l'Iran, il nous faut maintenant un cadre d'ensemble pour gérer les sujets de crise qui s'annoncent. Ce qui s'est passé cette nuit en démontre l'urgence.

La question des missiles de longue portée, celle de la tentation hégémonique iranienne dans la zone et l'avenir de l'accord nucléaire après 2025. Ces trois sujets ont été mis sur la table par Emmanuel Macron qui propose un accord-cadre. Or le président Trump ne l'exclut pas. À cette heure, c'est la seule proposition diplomatique sur la table ! Elle a été partagée avec les Européens. Il faut retrouver une dynamique collective. Il n'y a pas de plan B. Le plan B, c'est la guerre.

En Syrie, il faut promouvoir la même dynamique diplomatique. Il y a aujourd'hui une impasse. Aux Nations Unies, les négociations sont bloquées. Les Russes n'avancent pas davantage. Nous proposons une démarche associant les pays engagés, c'est avec eux qu'on peut ouvrir une perspective de paix.

Q - Cela ne tient que si Téhéran reste dans l'accord de Vienne. Pas si leur économie est asphyxiée...

R - Il faut que l'accord soit maintenu dans toutes ses dimensions, y compris par l'Iran. Nous comprenons la préoccupation des Iraniens, celle de voir préservés les avantages économiques qui sont l'une des contreparties de l'accord. Nous souhaitons, nous, nous efforcer d'assurer à l'Iran la pérennité du cadre des engagements commerciaux et des investissements. Cela implique d'avancer entre Européens dans les semaines qui viennent. Cela nécessite une force européenne d'un type nouveau. Cette responsabilité donne aussi une tonalité nouvelle à ce que l'on appelle l'autonomie stratégique.

Q - Que dites-vous aux entreprises françaises ? Doivent-elles désertir le marché iranien ?

R - Nous disons aux Américains que les mesures de sanction qu'ils vont prendre les

concernent, eux. Mais nous considérons que l'extraterritorialité de leurs mesures de sanctions est inacceptable. Les Européens n'ont pas à payer pour le retrait d'un accord par les Etats-Unis, auxquels ils avaient eux-mêmes contribué. Entre Européens, nous devons mettre en place les mesures nécessaires pour protéger les intérêts de nos entreprises et entamer des négociations avec Washington sur ce sujet.

Q - Vous êtes donc prêt à entamer un bras de fer avec Trump pour permettre aux entreprises françaises et européennes de commercer avec l'Iran ?

R - Je demande qu'on permette le respect de l'accord ! J'ai pu m'en entretenir avec mon homologue iranien Javad Zarif. Nous allons y travailler ensemble dans les jours qui viennent.

Q - Comment évaluez-vous les conséquences de ce retrait pour l'économie mondiale ?

R - On les voit déjà apparaître avec l'inflation des prix pétroliers. Le premier effet est une aggravation des coûts de l'énergie. C'est un risque majeur. Le second est évidemment l'incertitude qui pèse désormais sur les acteurs économiques dans la région.

Q - Comment qualifier aujourd'hui les rapports entre Paris et Washington ? Se sont-ils tendus ?

R - Avec le président Macron, cela a toujours été une relation de clarté. Les désaccords ont toujours été assumés. Sur le climat comme sur le nucléaire. Cela ne nous empêche pas d'être des alliés historiques, d'en être fiers. Mais alliance historique ne signifie pas alignement politique.

Q - Emmanuel Macron et Donald Trump ont mis en scène leur relation lors de la visite d'Etat du président français à Washington. Quelle en est l'utilité diplomatique ?

R - On peut avoir des relations personnelles de qualité, célébrer une alliance entre les Etats-Unis et la France de deux siècles et demi qui se concrétisent aujourd'hui de l'Afrique au Levant, et affirmer certaines positions politiques totalement divergentes. C'est même une caractéristique historique de la relation entre Paris et Washington. Emmanuel Macron a montré force et autorité dans son discours au Congrès où il a porté, sans aucune ambiguïté, le message de la France sur le multilatéralisme, fondement de la communauté internationale.

Q - Cette décision américaine entérine aussi leur repli sur la scène internationale. Est-ce la fin du multilatéralisme ?

R - Non. Nous devons en être les promoteurs et les garants. Notre responsabilité à nous, Européens, c'est de poursuivre sur cette voie du multilatéralisme. C'est la seule qui permette la paix et la sécurité. Nous allons bien sûr continuer à travailler étroitement avec l'administration américaine dans cet objectif.

Q - La France a oeuvré pour que soit conclu cet accord en 2015. Que dites-vous aux Iraniens inquiets pour l'avenir de leur pays ?

R - Nous sommes fidèles aux engagements pris. Nous avons des attentes, mais nous sommes là./.